



Exclusif. Réchauffement climatique au Maroc: les derniers chiffres

Exclusif. Réchauffement climatique au Maroc: les derniers chiffres Le réchauffement climatique est une réalité sur tout le territoire du Maroc. La direction de la météorologie nationale nous fournit les dernières données sur l'évolution des températures moyennes annuelles. La secrétaire d'Etat au développement durable, Nezha El Ouafi, fait le point sur la situation au Royaume. Médias24 reconstitue les données du réchauffement climatique, ces chiffres sont publiés pour la première fois. Températures moyennes et extrêmes plus élevées ; vagues de chaleur plus longues, étendues et fréquentes ; précipitations annuelles moins importantes, perturbations de la répartition saisonnière des pluies..., les changements climatiques sont une réalité au Maroc comme dans le monde. Aussi bien les tendances de fond que les évolutions extrêmes le prouvent. Evolution alarmante des températures moyennes annuelles L'analyse des données de la Direction de la météorologie nationale montre qu'entre les périodes 1971-1980 et 2009-2017 (données les plus récentes, publiées ici pour la première fois), les températures annuelles moyennes ont augmenté dans la majorité des villes marocaines. Plus encore, l'accélération du réchauffement climatique est évidente. Par exemple, la température à Oujda a augmenté de 1,3 degré entre 1971 et 2007 (36 ans) puis de nouveau de 1,3 degré seulement en 8 ans (de 2009 à 2017). L'augmentation globale depuis 1971 est comprise entre 0,8°C observée à Al Hoceima et 2,6°C à Oujda. Sur les périodes 1971-1980 et 1998-2007, la hausse globale était comprise entre 0,3°C à Tétouan et

1,7°C à Beni Mellal. (Source: Direction de la météorologie nationale) (Graph. Médias 24)

Selon des données du secrétariat d'Etat chargé du développement durable, durant la période 1961-2008, le réchauffement varie entre +0,1°C par décennie sur l'extrême Nord, 0,3°C par décennie sur la région atlantique, à l'exception d'Essaouira (un microclimat influencé par les courants océaniques froids de la région) et 0,4°C par décennie en montagne sur la région du sud de l'Atlas. Ce résultat est corrélé à la tendance haussière des températures observée à l'échelle internationale. Le dernier rapport spécial du Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a souligné que les activités humaines ont fait augmenter la température moyenne de surface de la planète de 0,8 à 1,2°C depuis l'ère préindustrielle, avec un réchauffement de +0,2°C tous les 10 ans. Les scénarios d'évolution Le scénario optimiste prévoit une hausse des températures moyennes annuelles, par rapport à la période 1967-2005, de 1 à 1,5°C à l'horizon 2100, sur l'ensemble du Maroc. Tandis que selon le scénario pessimiste, on assisterait à une hausse des températures sur l'ensemble du pays à l'horizon 2100. Cette hausse oscillerait entre 5 et 7°C dans les régions du Sud-Est de la chaîne de l'Atlas, entre 4 et 5°C dans les régions méditerranéennes, les régions Atlantiques ainsi que le centre du pays et entre 3 et 4°C dans les provinces sahariennes. Des extrêmes climatiques plus fréquents, plus intenses

«Le réchauffement climatique est devenu une réalité d'aujourd'hui et n'appartient plus au futur et ses effets commencent à être perceptibles partout dans notre planète. Le Maroc n'est pas épargné par ce phénomène, bien au contraire, il reste un pays hautement vulnérable aux effets du réchauffement global», rappelle Nezha El Ouafi, secrétaire d'Etat chargée du développement durable dans une déclaration à Médias 24. A titre d'illustration, Nezha El Ouafi souligne que le littoral marocain subit de plein fouet les impacts du réchauffement climatique. Sa vulnérabilité se manifeste par un certain nombre de phénomènes, dont l'inondation des zones côtières, l'érosion des côtes sableuses et la submersion marine. Elle est accentuée par le phénomène de littoralisation, d'urbanisation côtière, et autres activités humaines. «Il y a lieu de citer aussi les lourdes menaces sur les ressources naturelles et les infrastructures notamment les équipements portuaires, la réduction de la surface des plages, la réduction de la biodiversité, des zones humides en arrière plage et des écosystèmes des estuaires fluviaux, salinisation», avec des pertes économiques évaluées à plusieurs milliards de DH», poursuit la secrétaire d'Etat au développement durable. Par ailleurs, les sécheresses sont désormais plus fréquentes et plus longues. «Entre 1940 et 1979, il y a eu 5 sécheresses, ce nombre a doublé entre 1980 et 2002. On s'attend à une prolongation des sécheresses de plus de 5 jours d'ici 2100», estime Nezha El Ouafi. Il en est de même pour les inondations. Dans la région du Souss Massa par exemple, on note une forte augmentation du nombre d'inondations: entre 1982 et 2007, il y a eu 4 inondations en 25 ans alors qu'entre 2008 et 2015, on en compte 7. Les vagues de chaleur ressenties par les populations sont, de leur côté, de plus en plus longues et intenses. «La variation des durées de vagues de chaleur peut être considérée comme forte», note la secrétaire d'Etat. L'élévation du niveau de la mer au niveau de la côte méditerranéenne du Maroc est de l'ordre de 0,6 mm/an pour la période 1945 à 2000. Tandis que sur la côte Atlantique, on observe une élévation entre 1,6 à 2 mm/an pour la période 1955-2003 (3e Communication nationale sur le climat). Un plan national d'adaptation «Pour faire face aux effets du réchauffement climatique, le gouvernement marocain s'est engagé de manière volontariste en mettant en oeuvre des actions d'adaptation et d'atténuation dans le cadre d'une approche intégrée, participative et responsable», précise Nezha El Ouafi. En matière d'adaptation, un Plan national d'adaptation est en cours de finalisation. Il vise à: - renforcer la résilience de façon adéquate et urgente de la population et des territoires, - aligner les priorités nationales aux engagements internationaux en matière de changement climatique et de développement durable, - accroître le soutien politique



national à haut niveau à l'adaptation, - mobiliser le soutien technique et financier au niveau international à l'adaptation. La secrétaire d'Etat cite également l'élaboration d'un Plan climat national à l'horizon 2030, qui "constitue un socle de coordination et un cadre de développement d'une politique climatique à moyen et long terme, tout en contribuant au renforcement de la gouvernance climatique au Maroc". Ce plan porte sur le renforcement de la résilience face aux risques climatiques, l'accélération de la transition vers une économie sobre en carbone, l'inscription des territoires dans le dynamique climat, le renforcement de la gouvernance climatique et des capacités humaines, technologiques et financières. Source web Par le medias24